



Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

n°11 | Printemps 2011

Varia

Références violentes et toponymie des quartiers à Tokombéré

Violent references and toponymy of quarters in Tokombere

Referencias violentas y toponimia de los barrios de Tokombéré

Gigla Garakcheme



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7203>

ISSN : 1953-8375

Éditeur

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2011

Référence électronique

Gigla Garakcheme, « Références violentes et toponymie des quartiers à Tokombéré », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], n°11 | Printemps 2011, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/7203>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



Sociétés et jeunes en difficulté est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Références violentes et toponymie des quartiers à Tokombéré

Violent references and toponymy of quarters in Tokombere

Referencias violentas y toponimia de los barrios de Tokombéré

Gigla Garakcheme

- 1 Dans un article devenu célèbre, Robert Kaplan¹ attirait l'attention sur les quartiers populeux d'Abidjan notamment « Chicago », qui résumaient à eux seuls les hypothèques susceptibles de contrarier le brillant avenir qu'on prédisait dans un élan euphorique à la Côte d'Ivoire. Cette contribution, dont le ton n'est pas pour plaire aux « afro-optimistes », a cependant le mérite de montrer que dans le cadre écologique et sociopolitique précaire des États africains, l'une des bombes à retardement, qu'il faut désamorcer au plus vite, se trouve dans les « quartiers populaires ». Inversement à leur position géographique, ces quartiers ne sont pas à la périphérie des préoccupations scientifiques, même si – ce qui n'est pas un but à atteindre – les approches et les outils d'analyse ne se recourent pas toujours².
- 2 De nombreuses études montrent une forte tendance à l'urbanisation à l'échelle mondiale³. Cette tendance lourde se manifeste davantage dans les pays en développement dont dépendent, d'après certaines statistiques, 95 % de la croissance urbaine mondiale⁴. Une évolution qui ne va pas sans poser à ces pays un certain nombre de problèmes structurels liés au contrôle de la croissance urbaine et à l'aménagement du territoire de manière spécifique. En effet, la littérature sur les villes du « Tiers-Monde » a donné lieu à des caractéristiques générales et à un vocabulaire qui en dit long sur les problèmes de salubrité, de violence, mais surtout de planification/anticipation. En Afrique, le modèle de la ville coloniale a fait recette sans forcément être tombé en désuétude. Mais, les apports plus étoffés d'anthropologues et de sociologues complètent aujourd'hui les monographies historiques et permettent d'interroger notamment les modes citadins de représentation et d'appropriation de l'espace. Dans cette perspective, les stratégies et les acteurs⁵ urbains ont fait l'objet d'une attention soutenue dans les productions sur l'Afrique. Au rang de ces acteurs, les jeunes et la jeunesse ont suscité un vif intérêt et des

débats au sein de la communauté scientifique à la fois en raison de la conjoncture économique difficile, de leur poids démographique et de « la place qu'ils tiennent dans les phénomènes de violence et dans le développement de marginalités porteuses de dysfonctionnement social et politique⁶ ». Les diverses études sur les jeunes ont permis d'explorer leurs comportements et actions en milieu urbain. Elles ont analysé les modalités par lesquelles ces jeunes les impriment sur un *territoire*⁷ qui devient, de ce fait, le lieu où s'expriment et se déploient leurs modes d'actions sociale, politique et culturelle. La toponymie est à ce propos un site pertinent d'appréhension et d'analyse non seulement des stratégies territoriales des jeunes, mais également des stratégies d'adaptation et/ou de contestation dans un espace public travaillé par des dynamiques multiformes.

- 3 En l'occurrence, cette contribution s'attache à analyser, à travers les nouveaux noms attribués par les jeunes à leurs quartiers, les modalités de conquête et d'appropriation de l'espace ainsi que d' « inscriptions spatiales des comportements⁸ » qui dénotent un désir de s'affranchir des carcans sociaux et de s'adapter à l'altérité malgré la conjoncture difficile. Les résultats présentés ici s'inscrivent dans la continuité de nos recherches académiques antérieures. En 2001, une enquête préliminaire qui a été poursuivie en année de maîtrise nous avait déjà permis de restituer le rôle joué par l'Église catholique dans l'encadrement des jeunes à Tokombéré⁹. Plus tard, de novembre 2005 à mai 2006, dans le cadre de nos recherches doctorales, il nous a été donné d'observer, à la faveur des changements survenus sous le double effet de la sévère crise des années 1990 et des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les modes d'appropriation et/ou d'adaptation des jeunes. Les nouveaux noms, plus ou moins américanisés, qu'ils s'attribuaient étaient déjà révélateurs d'une dynamique nouvelle à l'œuvre. Mais, il est vite apparu que dans deux quartiers populaires situés au cœur de la ville, les nouvelles appellations attribuées par les jeunes traduisaient plus que de simples changements toponymiques. Ainsi, les quartiers « manioc » et « mandara » dont les appellations renseignent sur leur histoire ont été rebaptisés « Bakassi » et « Vietnam City ». Au cœur de ces nouvelles dénominations se trouvent deux figures, Carlos et Talba, qui tentent paradoxalement de renvoyer une image enviable à travers la rentabilisation d'activités plus ou moins illicites. C'est à ce titre que ce travail s'intéresse à elles et, au travers des entretiens et de l'observation, tente de dégager la portée symbolique des changements toponymiques.
- 4 Ainsi, il importe d'abord de restituer brièvement l'évolution de la toponymie locale en lien avec sa charge d'histoire, pour mieux souligner ensuite la dimension symbolique voire militante et contestataire des changements toponymiques qui rendent compte des mutations sociales.

Toponymie et histoire de l'arrondissement de Tokombéré

- 5 L'une des nombreuses sources de l'histoire africaine, par-delà l'oralité, reste l'onomastique. Avec l'ethnonymie et la patronymie, la toponymie notamment est pour l'historien¹⁰ un matériau pertinent grâce auquel il est possible de situer relativement dans le temps et l'espace les séquences historiques des migrations anciennes, de rendre compte des contextes d'appropriation et d'humanisation des sites, d'établir les parentés historiques entre les peuples et de comprendre même leur organisation sociale et

politique. Aussi bien dans les processus de construction mémorielle et identitaire des sociétés que dans ceux relatifs au marquage territorial, la toponymie vient au secours du chercheur et lui donne la matière utile pour accéder et rendre intelligibles les différentes productions humaines. Ce propos peut être étayé par l'histoire de Tokombéré, petite ville située au Nord-Cameroun comme l'indique cette carte de localisation.

Fig. 1 : Localisation de Tokombéré



Source : <http://www.tokombere.info/>, consulté le 08 juillet 2011.

***Kudumbar* : « polémonyme » révélateur d'histoire**

- 6 Érigée en arrondissement en 1981, cette localité est habitée aujourd'hui par des groupes humains cosmopolites. Anciennement implantée en plaine et vivant de l'élevage et du commerce, une communauté éparse de Mandara et d'assimilés (Bornouans notamment) y est signalée, dès le début du XX^e siècle, dans les rapports des administrateurs français. Mais, l'essentiel de la population est issu d'un apport montagnard, sous l'action conjuguée des administrations française et surtout camerounaise, qui ont successivement initié des politiques de descente des montagnards plus ou moins soutenues sur plusieurs décennies¹¹. L'occupation de l'espace par les montagnards a obéi à une logique communautariste telle que la distribution spatiale des différents groupes sociologiques a reproduit et presque enfermé dans des limites circonscrites les différentes ethnies émigrées¹². Ainsi, chaque ethnie a occupé préférentiellement les abords immédiats du massif dont elle est originaire.
- 7 Mais, ce choix n'est pas fortuit. Il traduit l'inimitié et la violence qui ont structuré l'histoire et les rapports intercommunautaires. En effet, les peuples des monts Mandara ont, à travers l'histoire, fait l'objet de nombreuses pressions visant soit à les assujettir soit

à les contrôler. C'est d'ailleurs sous la poussée des hégémonies de la plaine qu'à partir du XV-XVI^e siècles, des vagues successives de populations se sont retranchées sur les massifs afin de se soustraire à leur domination¹³. On a alors parlé de « refoulés montagnards » et d'une « civilisation d'assiégés¹⁴ » et un terme, Kirdi (infidèle et par extension esclave potentiel), a désigné, avec une connotation péjorative, les montagnards. Mais, la guerre endémique caractéristique de cette période opposait aussi les montagnards entre eux. Le cloisonnement du relief montagneux aurait exacerbé chez eux le sentiment ethnique et conduit à des affrontements inter-massifs permanents¹⁵ tant et si bien que Bertrand Lembezat a pu écrire : « Farouches, indépendants, groupés en petits îlots fermés, tous ces traits que nous avons rencontrés ne pouvaient manquer d'avoir pour nos gens une conséquence générale : ces montagnards sont des guerriers. [...] De tribu à tribu, de massif à massif, les hostilités étaient de règle, sinon permanentes du moins endémiques, à telle enseigne qu'on ne se risquait qu'au péril de sa vie sur les territoires ennemis¹⁶. »

- 8 La toponymie locale rend compte de ce contexte historique violent. L'une des meilleures illustrations est offerte par le choix et la désignation des champs de bataille. En effet, une approche polémologique de l'histoire des monts Mandara permet d'identifier des espaces aménagés aux fins de combats intercommunautaires selon des codes précis¹⁷. Ces aires de batailles sont souvent désignées par des éponymes (*dala tchévi*, l'aire de combat de Tchévi qui fut un grand guerrier) ou des étymons qui renvoient à la guerre. C'est le cas de *Kudumbar*, qui a donné son nom à l'arrondissement de Tokombéré et qui signifie littéralement « le lieu du combat ». C'est en effet à *Kudumbar* que les trois principaux groupes ethniques, Mouyang, Zoulgo et Mada, réglèrent par les armes leurs différends frontaliers. Il est saisissant à ce propos de constater que chacune de ces ethnies a construit savamment un récit populaire pour faire accroire sa supériorité militaire et ainsi se prévaloir de la qualité d'autochtone prédominant.
- 9 Quoi qu'il en soit, la pratique de l'esclavage à grande échelle qu'ont connue les abords sud du lac Tchad n'a pas épargné *Kudumbar*. Au contraire, la proximité des royaumes esclavagistes tels que le Bornou mais surtout le Mandara dont la capitale, Mora, n'est qu'à une vingtaine de kilomètres, a presque banalisé le phénomène. Les témoignages, qui décrivent avec force détails le climat d'insécurité qui caractérisait les abords immédiats des monts Mandara¹⁸, abondent.
- 10 Tallassara, mince corridor entre les massifs mada et mouyang, est passé à la postérité comme un haut lieu de l'agression à la fois diurne et nocturne. Le couvert végétal et l'inselberg utile à la retraite des agresseurs, qui en est à proximité, en faisaient un endroit propice aux guets apens. Plus loin, à Bala et ses environs, l'inimitié entre montagnards et Mandara était perceptible à travers les vols de bétail, l'agression et parfois l'assassinat des passants. Nombre de bandits ont bâti leur réputation sur le vol qui apparaissait alors comme un mode de résistance, de bravoure autant que d'accumulation. Les incursions nocturnes chez les Mandara étaient ainsi légitimées car participant d'une lutte politique¹⁹. Cette cohabitation, sur fond de tension ethno-religieuse, a valu à ce village d'être baptisé *Ouro Dollé*, expression en fulfuldé qui traduit l'idée de la souffrance mais aussi de l'insécurité. Il faut noter que c'est parmi des habitants montagnards de ce village que l'on a vu émerger les premières contestations qui ont conduit à la création en 1948 du premier « groupement païen d'administration directe » affranchi de la tutelle mandara. Les bases étaient alors jetées pour la fondation du futur arrondissement de Tokombéré.

Urbanisation et évolution toponymique

- 11 L'histoire des trois principales agglomérations urbaines du Nord-Cameroun (Maroua, Garoua et Ngaoundéré) montre que l'urbanisation y a été conduite sous la double impulsion du facteur islamique et du volontarisme étatique²⁰. Tandis que le modèle d'urbanisation musulman construit autour de la mosquée, du palais royal et du marché a structuré *grosso modo* un espace urbain précolonial embryonnaire, l'administration (française et camerounaise), à travers sa politique de découpages territoriaux qui s'accompagnent de dotations en infrastructures, a largement contribué à l'émergence de villes de tailles variables²¹. Mais, le christianisme s'est souvent substitué à l'islam là où celui-ci n'a eu qu'une influence limitée. C'est en tout cas le cas à Tokombéré où l'arrivée des premiers missionnaires catholiques coïncide avec l'indépendance du pays. En effet, Mpecke Simon, plus connu sous le nom de Baba Simon y fonde la mission en 1959. La stratégie d'implantation de l'Église obéit au schéma classique au Nord-Cameroun à savoir la mise en place des structures visant à attirer les fidèles : chapelle, école et centre de santé²². Ainsi, elle parvient à accentuer la descente des montagnards qui s'implantent autour de ces structures. Employés du centre de santé, catéchistes et instituteurs forment ce qui est aujourd'hui le noyau de la ville et connu comme le secteur « mission ». Il recouvre l'espace occupé par la paroisse saint Joseph de Tokombéré et son environnement immédiat. En raison de l'ancienneté de son implantation et de la gamme variée des activités qu'elle propose dans le cadre d'un vaste Projet de promotion humaine de Tokombéré (PPHT), l'Église est vite apparue comme une alternative à l'absence d'État²³. Grâce à cette initiative de charité au travers de laquelle des dons sont récoltés via la Fondation Christian Aurenche²⁴ et autres structures d'aide basées en France, de nombreuses activités occupent les jeunes toute l'année : activités culturelles et ludiques au sein du Foyer des Jeunes (FJT), « chantiers de vacances » pour leur permettre de poursuivre leurs études. Les réalisations de l'Église touchent les jeunes de deux façons : l'aide directe ou à travers un emploi offert à leurs parents dans l'une des nombreuses structures intégrées au Projet de promotion humaine (écoles primaires et Collège Baba Simon, hôpital, Maison du paysan, etc.).
- 12 En soutenant les études des élèves et étudiants, en formant des animateurs agricoles, en pourvoyant des emplois, la mission catholique a significativement contribué à stabiliser les jeunes et à améliorer les revenus des foyers. L'ampleur de la tâche accomplie est à l'image de la réputation et de la légitimité sociale d'une institution religieuse dont le bilan est flatteur. Quand est créée la commune rurale de Tokombéré en 1984, c'est l'un des disciples de Mpecke Simon, Jean-Baptiste Baskouda²⁵, formé grâce à la subvention de l'Église, qui est nommé maire. Il procède alors à l'aménagement du gros village qu'était Tokombéré. L'attribution des noms aux quartiers neufs ou pas s'est faite selon le schéma du « désignateur souple et de l'organisateur mémoriel » décrit par Marie-Anne Paveau²⁶. Ainsi, elle rendait compte du contexte d'implantation de l'Église dans la localité. En effet, les fondateurs de la mission firent face, à leur arrivée, à la réticence voire à l'hostilité de certains chefs locaux qui craignaient un amenuisement de leurs pouvoirs du fait de l'influence qu'auraient les missionnaires sur les populations²⁷. C'est à la fois pour dénoncer les brimades qu'ils subissaient et se montrer solidaires avec les chrétiens martyrisés d'Ouganda qu'un des nouveaux quartiers habité majoritairement par les catholiques s'est appelé Louganda. Plus au sud-ouest a émergé sa réplique : Kampala²⁸.

- 13 Tel qu'on peut le constater, quoique d'autres noms de quartiers renvoient aux origines ethniques de leurs habitants comme Tala Mada (quartier des Mada), le poids de l'histoire est perceptible à travers la toponymie. Les noms des quartiers racontaient l'histoire violente de la ville (*Kudumbar*), mais aussi l'arrivée des missionnaires (Louganda et Kampala). Si les jeunes n'y ont contribué jusque-là que de manière marginale sinon abstraite, il reste qu'à la faveur des années 1990, on va assister à une irruption des jeunes dans un espace public sur lequel ils n'avaient encore qu'une faible emprise.

Les formes de riposte à la crise de la décennie 1990

- 14 Le début des années 1990 est porteur de changements multiples à l'échelle du continent africain. Au-delà du débat sur la « dispersion souterraine²⁹ » ou de la « stabilité hégémonique³⁰ » de l'État en Afrique, les analystes politiques ont noté l'irruption selon des modalités diverses des jeunes et des femmes dans l'espace public. Au Cameroun, les revendications populaires du début des années 1990 tournent à la mutinerie urbaine encore appelée « ville morte ». Les réformes engagées par l'État ne connaissent que des résultats mitigés³¹, ce qui crispe le climat social et conduit au développement des stratégies de survie qui participent parfois de la criminalité.

Nouveau contexte criminogène

- 15 Les réalisations de l'Église décrites plus haut ont eu certes le mérite de contribuer à la stabilité sociale, mais elles ont montré des signes d'essoufflement dès le début des années 1990. Cette période se caractérise, en effet, par l'avènement d'une crise économique drastique que ressentent les populations. En 1988, le Cameroun adopte son premier plan d'ajustement structurel à cause notamment de la détérioration des termes de l'échange. L'État a ainsi été contraint de diminuer son train de vie à travers des mesures d'austérité allant de la réduction significative des salaires au débauchage de certains employés. Mais, les résultats n'ont pas suivi comme l'explique assez bien Thérèse Moulende Fouda : « Le succès de ces mesures reposait sur un préalable qui n'a pas souvent été acquis, c'est-à-dire l'existence de structures et d'un secteur privé aptes à assumer les fonctions abandonnées par l'État. [...] D'autre part, la baisse générale du pouvoir d'achat liée aux réductions de salaires et aux compressions des effectifs, la disparition de diverses subventions, ont effectivement abouti à une forte recrudescence des problèmes sociaux. Si bien que lorsque les mesures de relance arrivent enfin, les agents économiques, ménages et entreprises, ont été déjà pratiquement « essorés » par les mesures de stabilisation antérieures. La pauvreté s'est aggravée, avec apparition d'une nouvelle classe de pauvres qui s'ajoute aux anciens pauvres (dit « chroniquement pauvres ») ainsi que des personnes scolarisées rejetées du marché du travail. Les industriels sont nombreux à déposer les bilans et à se fondre dans l'informel pour éviter les impôts³² ». Des expressions telles que « les compressés » ou « déflatés » sont ainsi apparues, et se sont popularisées, pour décrire la situation de ces agents de l'État réduits au chômage du jour au lendemain ou qui se sont résignés à une retraite anticipée et qui se sont réfugiés dans des quartiers populaires périurbains.
- 16 Le secteur de l'éducation a été l'un des plus touchés par la crise³³. Suite aux réductions de l'ordre de 70 % et même aux arriérés de salaires, les syndicats du secteur de

l'enseignement ont lancé un mot d'ordre de grève qui a perturbé le déroulement des cours dans la première moitié de la décennie 1990. Des enseignants affectés n'ont pas rejoint leurs postes faute de moyens de survie, ce qui a accentué la paralysie des établissements scolaires. Au lycée de Mora, où se rendait la plupart des élèves de Tokombéré, les enseignants, originaires majoritairement du sud du pays, ont reflué chez eux pour mieux faire face aux effets de la crise. Ainsi, même si certains jeunes recevaient un soutien financier des missionnaires, beaucoup ont été désabusés. D'autant que dans le même temps, le gel des concours officiels pourvoyeurs d'emplois en a fermé les perspectives. La crise du système éducatif camerounais a contraint donc nombre de jeunes élèves au retour au village. Ces jeunes font partie de ceux qui sont connus sous le générique de « génération sacrifiée », par opposition à celle précédente pour laquelle l'accès à l'emploi était plus aisé sinon facilité par diverses voies de recrutement dans la fonction publique.

- 17 Tel qu'on peut le constater, le coût social de la crise économique des années 1990 est important. Quoique les chiffres avancés divergent parfois, les statistiques sur le chômage des jeunes sont à ce propos révélateurs de ce qu'ils en sont les principales victimes : « Une étude menée concomitamment par l'université de Laval (France) et la direction de la statistique et de la comptabilité nationale en 1995 sur la « scolarisation au Cameroun » montre que 67 % des chômeurs ont moins de 30 ans. [...]. Une analyse du phénomène selon l'âge des individus fait apparaître que les chômeurs sont pour la plupart des jeunes adultes dont l'âge moyen est de 27 ans. Cet âge moyen varie très peu selon le sexe des chômeurs. Il est d'environ 28 ans et 26 ans respectivement chez les hommes et les femmes avec un écart d'âge légèrement plus grand entre le milieu urbain et rural³⁴ » .
- 18 Le désœuvrement des jeunes à Tokombéré est à l'image de la situation au niveau national. Dans les ménages, le pouvoir d'achat a connu une chute significative, due à la suspension et/ou à l'espacement des salaires de la classe embryonnaire des agents de l'État, et par voie de conséquence à l'amenuisement des revenus des petits commerçants et autres paysans qui écoulaient avec beaucoup de difficultés leurs produits. La dévaluation du franc CFA, en janvier 1994, a rajouté à une conjoncture économique déjà difficile. Un tel environnement a amené certains jeunes à recourir à diverses stratégies pour leur insertion socioprofessionnelle notamment la pratique de l'agriculture, de l'élevage ou l'enseignement dans les établissements scolaires où le personnel était insuffisant³⁵. D'autres ont préféré s'installer à leur propre compte en sollicitant parfois une aide matérielle des missionnaires. En effet, l'Église s'est montrée sensible à la précarité de la situation des jeunes et a mis en place plusieurs structures d'insertion notamment un Groupement d'intérêt communautaire (GIC) dénommé Artok (Artisanat de Tokombéré) au sein de laquelle des jeunes filles se sont mises à la broderie et à la vannerie³⁶. De même, une Jeune chambre économique de Tokombéré (JCET), au capital moyen annuel d'une vingtaine de millions de FCFA (environ 30500 €), auxquels s'adjoignent des dotations spéciales en fonction des disponibilités budgétaires et des besoins a vu le jour pour accompagner et financer après étude des petites entreprises. Ainsi, ont été subventionnés des projets de création d'un campement touristique, d'une boulangerie et du Complexe technique de Tokombéré (CTT). D'autres entreprises spécialisées dans la prestation de services divers (fournitures de bureau, construction de bâtiments, électrification rurale, froid et climatisation, etc.) ont été financées.
- 19 Pour enrayer les multiples abandons suivis du retour au village des élèves, la paroisse décide d'ouvrir en 1990 un établissement d'enseignement secondaire, le Collège Baba

Simon qui, en plus de dispenser des enseignements généraux, propose également des enseignements professionnalisants (agriculture, éducation sociale et familiale, couture pour les filles ; agriculture, élevage, mécanique, maçonnerie pour les garçons). Cet établissement permet aux élèves de poursuivre sur place leurs études secondaires. En 1991, l'État ouvre un collège d'enseignement général qui devient un lycée à cycle complet six ans plus tard. L'originalité de l'approche adoptée au Collège Baba Simon, dans un environnement de crise du système éducatif, lui vaut rapidement une attractivité telle que des jeunes y viennent de contrées diverses y compris des villes comme Mora, Maroua, Yagoua, Garoua. Il en résulte un brassage et des échanges. La voie s'ouvre à une diffusion plus effective des mœurs urbaines : nouvelles tenues vestimentaires, introduction de nouveaux magazines de mode, le tout rendu possible par une accessibilité plus facile des supports audio-visuels.

- 20 En effet, le nouveau contexte social s'y prête à merveille. Les jeunes, venus des principales villes, deviennent de véritables vecteurs qui répandent au sein des populations les pratiques et les habitudes urbaines. Dans les établissements scolaires, les « Coopératives scolaires » sont dynamiques et multiplient les activités ludiques. L'année scolaire est ainsi ponctuée de manifestations festives diverses, organisées par des associations jeunes, pour célébrer la fête nationale ou de la jeunesse (20 mai et 11 février), la fête des amoureux, la fin des examens officiels, etc. Pendant les grandes vacances, une manifestation très attendue à savoir la « Semaine des jeunes » réunit des jeunes de Tokombéré et des délégations venues des villes voisines, et même de quelques villes partenaires de France (Marseille, Paris, etc.), pendant une semaine d'août autour d'un thème de réflexion et de débats tiré de la Bible. Si pour les missionnaires qui en assurent la promotion et le financement, cet événement est un cadre d'orientation et d'épanouissement de la jeunesse, il est aussi un moment d'échanges et de mimétisme au cours duquel les mœurs urbaines sont mieux assimilées. Il en résulte des transformations sociales accentuées sous l'effet des médias.
- 21 Il faut relever, à ce propos, que le début des années 1990 s'est accompagné d'une explosion de l'offre sur le marché des supports audio-visuels en provenance de Chine notamment. A 70 kilomètres au nord-est de Tokombéré, Banki, le marché transfrontalier avec le Nigéria, propose, à des prix réduits, des téléphones, lecteurs DVD, antennes paraboliques et des téléviseurs dont raffolent les jeunes. L'accessibilité des médias a conduit à une diffusion des musiques et des habitudes urbaines qui ont modifié le comportement des jeunes. Ainsi, se sont-ils mis à la *world music* et à l'adoption du phénomène du DVD, c'est-à-dire « dos et ventre dehors » induisant le port d'habits légers qu'affectionnent les stars du showbiz américain. Cette tendance à l'américanisation des mœurs participe, en réalité, d'un désir d'affirmation d'une jeunesse plus ouverte qui veut se départir du rang de cadet social dans un environnement qui offre peu de perspectives. C'est en tout cas ce qui transparait dans les nouveaux noms qu'ils vont donner aux quartiers.

Néotoponymie et ré-appropriation revendicative de l'espace

- 22 Les travaux fondateurs de l'école de Chicago, en « déracialisant » les processus de production de la violence dans les quartiers populaires, ont montré la complexité des facteurs qui conduisent au phénomène de la délinquance juvénile qu'on y observe³⁷.

Même s'il faut regretter les stéréotypes qu'ils auraient entretenus³⁸, de nombreux travaux ont révélé l'inscription spatiale de la pauvreté, de la violence et de l'exclusion. Il en a souvent résulté des qualifications (néo)toponymiques qui traduisent des rapports de force dans l'espace social et/ou rendent compte des politiques publiques comme le suggère la contribution de Cédric Audebert sur la ville de Miami³⁹. Des recherches en sociolinguistique urbaine notamment lient urbanité et pratiques langagières, crédibilisant l'idée que la néotoponymie, en l'occurrence, raconte les territorialités et, de ce fait, constitue un site pertinent d'énonciation et d'articulation des modes d'action des jeunes face à l'altérité ou à la crise. Romain Lajarge et Claudine Moïse confirment ce point de vue lorsqu'ils observent que : « Sachant que, dans une acception habituelle, la toponymie reste l'œuvre des instances publiques et politiques, elle ne relève pas de la territorialité des populations ». Les catégories habituelles des toponymes de la recomposition territoriale sont donc des catégories fixistes au sens où la dénomination des territoires intervient lorsque ceux-ci sont *a minima* stabilisés et plus ou moins définitifs. Lorsque le territoire est évoqué par la puissance publique qui recompose, le toponyme a un sens figé. Dénommer, c'est stabiliser et donc en partie neutraliser. Mais lorsqu'il est celui des gens qui y vivent en situation de grande difficulté, le toponyme ne peut plus être considéré comme neutre et stabilisé. Le cas du détournement du nom de rue à Monclar est ainsi éloquent : « Rue d'Alger » ayant été complété par un « ie », donnant à « Rue d'Algérie » une connotation éminemment plus revendicative que ce que l'intention publique initiale visait⁴⁰ ».

- 23 Mis en rapport avec leurs énonciateurs, les marqueurs langagiers, qui qualifient les quartiers, agissent comme des codes qui produisent du sens, renseignant sur les constructions identitaires, révélatrices elles-mêmes d'un état d'esprit, du vécu et des aspirations des habitants. Sous ce rapport, les marqueurs néotoponymiques, produits par des jeunes à Tokombéré, offrent des perspectives intéressantes. En effet, ces jeunes ont soit quitté la concession parentale pour s'implanter dans des quartiers neufs, soit ont continué de vivre avec leurs parents. Dans les deux cas, en l'absence d'une action publique coordonnée d'aménagement du territoire, ils se sont substitués à cet État défaillant, pour dénommer les lieux, en recourant à des référents qui en disent long sur leurs intentions et désirs d'affirmation. Les référents ainsi construits puisent dans divers registres et renvoient notamment à des pays ou des villes en guerre ou l'ayant connue à travers le monde.
- 24 Ainsi en est-il de Bakassi qui reprend le nom symbolique de la ville qui incarne le différend transfrontalier entre le Cameroun et le Nigéria. Bakassi est un exemple intéressant de périmètre de la débauche où se recrutent les prostituées de la ville qui, pour la plupart, viennent d'arrondissements voisins ou des métropoles comme Maroua. Ces femmes vivent de la vente de la bière locale, le *bil bil*⁴¹. D'après des estimations non vérifiées, environ cinq sacs de 100 kg de mil sont brassés chaque jour dans ce quartier⁴². L'essentiel des revenus dans ce quartier est généré par le *bil bil*. Ainsi, beaucoup d'enfants ne vont à l'école que grâce à l'activité de leur mère. Par là, ils sont au contact de personnes alcooliques et potentiellement dangereuses. Le vocabulaire auquel ils sont habitués n'est pas pour parfaire leur éducation. Un célèbre corridor du quartier porte le nom de *lougou coutou*, littéralement « le couloir du sexe ». Les chefs de famille y ont pratiquement perdu leur autorité du fait de la précarité de leur situation financière⁴³.
- 25 Autour du *bil bil*, d'autres activités ont vu le jour. L'une des plus frappantes est le phénomène des « vidéo-clubs⁴⁴ » où selon la règle du cinéma américain, sexe, argent et

sang crèvent les écrans. Talba, jeune homme d'une trentaine d'années en a fait une activité florissante. C'est à lui qu'on doit la nouvelle appellation du quartier qui était jusque-là connu sous le nom de « quartier manioc ». Vivant avec sa famille à l'intérieur de la concession de son père, il s'est spécialisé dans la vente à vil prix des liqueurs bon marché disponibles sur le marché transfrontalier de Banki. Les clients assis autour de quelques tables de fortune boivent en écoutant de la musique ivoirienne à la dernière mode en l'occurrence le « Coupé décalé ». L'un des titres les plus prisés, « sentiment *moko* », a été aussitôt attribué aux boissons. Pour les clients, « sentiment *moko* » est devenu un label et a été traduit par « pas de sentiment ». Initialement, Bakassi désignait le petit commerce de Talba. Mais, il s'est ensuite étendu à l'espace environnant qui s'est de fait spécialisé dans la vente du *bil bil*, mais davantage des liqueurs. Progressivement, on a associé à Bakassi et à son produit « sentiment *moko* » l'image de l'endurance et de la résistance dans la consommation des boissons alcooliques. La musique qui y est distillée, de jour comme de nuit,, en a fait un lieu de rencontre et d'échanges tel qu'il s'est créé un espace de défoulement et de circulations multiples à l'image du « Central » décrit par Francis Bailleau, Patrice Pattegay, Séverine Fontaine et Abdel Menzel⁴⁵.

- 26 Plus à l'ouest de Bakassi se trouve « Vietnam city », noyau rebelle au cœur du « quartier mandara ». Ici, le fait marquant est l'errance des jeunes à peine scolarisés, « quoique l'école publique, la première que l'État ait ouverte dans la ville de Tokombéré se trouve dans ce quartier⁴⁶ ». On y dénombre une petite poignée de titulaires d'un CEPE (Certificat d'études primaires et élémentaires). Les ragots y sont multiples, drôles et pathétiques à la fois. Le chômage, ou mieux le désœuvrement, est plus durement ressenti ici qu'ailleurs. D'abord distants vis-à-vis de l'alcool, les jeunes, tous musulmans, s'en sont rapprochés au point de laisser leurs parents pantois et dépassés par les événements. L'une des figures les plus en vue ici s'appelle Carlos, du nom d'un personnage de film américain jouant le rôle du « chef bandit » trafiquant de drogue. On lui prête, comme le suggère son nom, d'être un maillon important dans la chaîne de distribution de la drogue dans le quartier. A ce propos, il faut dire que la consommation de la drogue se banalise au point où il ne faut pas faire un effort particulier pour rencontrer des jeunes agglutinés sous un arbre, parfois au bord de la route, des cigarettes suspectes à la bouche. Leurs yeux presque vitreux trahissent la consommation d'un produit illicite. Pour marquer son territoire, Carlos a inscrit sur une vieille pancarte qu'il a accrochée à un arbre « bienvenu au Vietnam city », inscription au dessus de laquelle il a imité l'effigie des pirates.
- 27 Qu'on soit au Vietnam city, à Bakassi, le vol, le sexe et l'agression font leur lit. La « bande à Carlos » compte des petits receleurs, agresseurs nocturnes dont l'un a nuitamment dérobé à un médecin sa moto en 2006. Il est illusoire de vouloir entretenir une basse-cour à Vietnam city, sauf si on veut fournir aux drogués la chair blanche dont ils ont besoin quand ils ont faim. A Bakassi, un groupe de jeunes s'est converti dans le creusage des puits. Ils ont monté une petite association dénommée « les puisatiers de Tokombéré ». Mais, ils doivent plus leur renommée à leur nymphomanie et goût immodéré de l'alcool qu'à leur ardeur au travail. Tel qu'on peut le constater, les marqueurs néotoponymiques produits par les jeunes transcrivent leurs comportements. Leurs désirs d'affirmation se déclinent dans les modes d'appropriation de l'espace. Leur vie sexuelle ainsi que les cabarets dans lesquels ils se réfugient sont des « espaces protégés » où se recomposent leurs identités.
- 28 Des identités façonnées par un imaginaire qui est lui-même structuré par une quête de différenciation socio-spatiale. Autrement dit, la démarcation toponymique, qui recourt à

un registre guerrier, traduit ici un désir de démarcation identitaire suscité par un sentiment d'exclusion. Ce sentiment d'exclusion est développé vis-à-vis d'une institution religieuse dont le réseau de solidarité ne touche pas tout le monde, d'un État lointain ou des aînés sociaux d'avec lesquels un « divorce culturel », pour reprendre l'expression d'Achille Mbembe, semble s'être produit. Talba et Carlos ne font pas partie de la tranche des jeunes qui ont bénéficié des subventions multiformes des missionnaires pour ouvrir des petits commerces, pas plus qu'ils n'ont été reçus à un concours officiel alors que leurs parents sont des agents de l'État. Mais, pour exister par rapport aux pôles missionnaire et étatique dont il se considère exclu, Carlos s'est construit un espace auquel il souhaite qu'on l'identifie et l'a symboliquement dénommé. Le nom, Carlos, qu'il s'est choisi, indique qu'il veut passer, non pas pour un « délinquant de sous-quartier », mais pour un homme à craindre. Les activités délictueuses, auxquelles il se livre, deviennent dans un effort de sublimation des faits d'armes face à l'appareil répressif de l'État. Quant à Talba, les revenus qu'il tire de la vente des boissons alcoolisées lui donnent le sentiment de se construire seul : « je me débrouille et grâce à ça, j'arrive à nourrir ma famille. J'essaie de diversifier mes activités et j'ai des clients qui viennent chaque jour. C'est ce qui m'importe, parce que de nos jours, rien n'est donné, il faut se battre⁴⁷ ». A la différence de son père, qui a entretenu un champ familial pour compenser les maigres revenus tirés de son modeste salaire, Talba préfère se décrire comme un entrepreneur débutant à qui on doit le concept de « sentiment *moko* ». Ce faisant, il s'est affranchi de l'itinéraire classique de mobilité sociale qui passe par la sollicitation d'une aide auprès de la mission catholique. Cet affranchissement s'affermirait avec la revendication d'un espace : Bakassi. Alors même que le concept de ville induit l'idée de circulation et de brassage, Bakassi fait l'objet d'une revendication en tant qu'espace différencié ayant son identité et sa propre image : « A sentiment *moko*, seuls les villageois de la périphérie en mal de sensation forte, les désœuvrés et les drogués trouvent leur compte⁴⁸ ». Cette perception d'un chef de famille est révélatrice non seulement du décalage qui se crée entre les jeunes et les aînés, du fait des initiatives des premiers, mais témoigne de ce que parallèlement, voire contre l'État et les missionnaires, les jeunes, faute d'alternative, écrivent eux-mêmes leur histoire urbaine⁴⁹. En délimitant des périmètres auxquels ils attribuent des appellations guerrières, ils expriment, de ce point de vue, leur volonté de créer leurs propres instances de régulation et de reproduction sociale, indépendamment des valeurs traditionnelles.

Conclusion

- 29 Le propos de cette contribution était de comprendre en quoi les modes d'appropriation de l'espace par les jeunes, en contexte de crise, sont susceptibles de traduire des modes d'action sociale. Dans un environnement social où l'histoire locale et la présence des missionnaires semblent avoir présidé à l'appellation des quartiers à Tokombéré, la néotoponymie observée à partir des années 1990 est révélatrice d'une nouvelle dynamique sociale. C'est que les jeunes en ont fait un subtil, mais non moins puissant moyen d'expression.
- 30 Face aux effets de la crise des années 1990, qui ont hypothéqué les perspectives d'avenir, le sentiment d'exclusion qui en a résulté a déterminé ces jeunes à développer des stratégies d'adaptation diverses. Ainsi ont-ils développé des activités plus ou moins illicites dans des quartiers auxquels ils ont attribué des noms qui transcrivent leur imaginaire. De ce point de vue, l'approche de ce travail n'est pas tant de qualifier ces

activités que de tenter de comprendre en quoi elles dénotent symboliquement un état d'esprit et des rêves spatialement inscrits. Il s'agit alors, sous cet angle d'analyse, de lire et de contextualiser les modes obliques d'expression et/ou de contestation des groupes sociaux en contexte de domination non pas toujours à partir des terrains militaires classiques, mais aussi dans leur traduction sous quelque forme que ce soit.

- 31 Cette posture conduit à considérer la jeunesse, non pas uniquement comme une catégorie sociale fragile à protéger ou synonyme d'exclusion, d'impossibilité et de futilité, mais aussi comme une source constante d'ingéniosité, de créativité et de possibilités⁵⁰. Or, comme le fait remarquer Tshikala K. Biaya, il semble bien qu'à Tokombéré, ville de taille moyenne à l'échelle du Cameroun, les jeunes soumis à la crise construisent leurs identités contre les communautés et le groupe et non à partir d'eux-mêmes⁵¹. En l'absence d'une autorité (étatique) régulatrice, l'Eglise catholique et les valeurs traditionnelles ont été rapidement débordées et ont cédé la place à des instances autonomes de régulation.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Aurenche (Christian), *Sous l'arbre sacré. Prêtre et médecin au Nord-Cameroun*, Paris, Cerf, 1987, 168 p.

Aurenche (Christian), *Tokombéré au pays des grands prêtres. Religions africaines et évangile peuvent-ils inventer l'avenir ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, 141 p.

Baskouda (Jean-Baptiste), *Baba Simon, le père des Kirdis*, Paris, Cerf, 1988, 178 p.

Bisilliat (Jeanne) [dir], *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Karthala, 1996, 413 p.

Boutrais (Jean), « Le contact entre sociétés », dans Boutrais (Jean) et al, *Le nord du Cameroun. Des hommes, une région*, Paris, ORSTOM, 1984, p. 263-280.

Boutrais (Jean), *La colonisation de la plaine par les montagnards au nord du Cameroun (monts Mandara)*, Paris, ORSTOM, 1973, 307 p.

Cador (Grégoire), *On l'appelait Baba Simon*, Yaoundé, PUCAC/Terres africaines, 2000, 254 p.

Courade (Georges) [sous la coordination de], *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994, 418 p. « Croissance urbaine et pauvreté », disponible sur <http://www.vedura.fr/social/pauvrete/croissance-urbaine>, consulté le 29 juin 2011.

Denham (Dixon) et Clapperton (Hugh), *Voyages et découvertes dans le Nord et dans les parties centrales de l'Afrique*, Paris, Arthus Bertrand, 1826, 468 p.

Fontaine (Michel), *Santé et culture en Afrique noire : une expérience au Nord-Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1995, 319 p.

Froelich (Jean-Claude), *Les montagnards paléonigritiques*, Paris, Berger-Levrault, 1968, 286 p.

Lembezat (Bertrand), *Les populations païennes du Nord-Cameroun et de l'Adamaoua*, Paris, PUF, 1961, 252 p.

Mamadou Diouf et Collignon (René), « Les jeunes du Sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations », dans Mamadou Diouf et Collignon (René) [Éditeurs scientifiques], *Autrepart. Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*, n° 18, Paris, Éditions de l'Aube/IRD, 2001, p. 5- 16.

Moulende Fouda (Thérèse), *Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages*, Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en Yvelines, 2003, 379 p.

Ngefane (Suzanne), « Emploi et compressions budgétaires au Cameroun », dans Pidika Mukawa (Didier) et Tchouassi (Gérard) [éds], *Afrique centrale. Crise économique et mécanismes de survie*, Dakar, CODESRIA, 2005, p. 39-49.

Plumey (Yves), *Mission Tchad-Cameroun. Documents, souvenirs, visages. L'annonce de l'évangile au Nord-Cameroun et au Mayo-Kebbi 1946-1986*, Lyon, Éditions oplates, 1990, 574 p.

Seignobos (Christian), « Mise en place du peuplement et répartition ethnique », dans Seignobos (Christian) et Iyébi-Mandjeck (Olivier) [Éditeurs scientifiques], *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, Édition de l'IRD, 2000, p. 38-64.

Seignobos (Christian), « Maroua. Évolution historique », dans Seignobos (Christian) et Iyébi-Mandjeck (Olivier) [Éditeurs scientifiques], *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, Éditions de l'IRD, 2000, p. 3-13.

Seignobos (Christian), « Trente ans de bière de mil à Maroua. Du saré à bil bil au bistrot ? », dans Raimond (Christine), Langlois (Olivier) et Garine (Eric) [éds.], *Ressources vivrières et choix alimentaires dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Éditions de l'IRD, 2005, p. 527-561.

Tassou (André), « Evolution historique des villes du Nord-Cameroun (XIX^e- XX^e siècles) : des cités traditionnelles aux villes modernes. Les cas de Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Mokolo, Guider et Meiganga », Thèse de Doctorat/Ph.D. d'histoire, Université de Ngaoundéré, 2005, 428 p.

Touna Mama, *Crise économique et politique de déréglementation au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996, 263 p.

Articles

Audebert (Cédric), « Acteurs et enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques des grandes métropoles aux États-Unis : l'exemple de Miami », *L'Espace Politique*, n° 5, 2008, disponible sur <http://espacepolitique.revues.org/index257.html>, consulté le 14 juillet 2011.

Bailleau (Francis), Pattegay (Patrice), Fontaine (Séverine) et Menzel (Abdel), « Configurations sociales et spatiales de deux quartiers « politique de la ville » contrastés. Éléments d'observation comparés », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, n° 4, 2007, disponible sur <http://sejed.revues.org/index2033.html>, consulté le 17 juillet 2011.

Bakary Traoré, « Toponymie et histoire dans l'ouest du Burkina Faso », *Journal des africanistes*, n° 77-1, 2007, p. 75-111.

Bazin (Laurent) et Selim (Monique), « Regards sur l'anthropologie des banlieues en crise », *Journal des anthropologues*, n° 108-109, 2007, p. 239-245.

Body-Gendrot (Sophie), « Les recherches sur les « lieux sensibles » aux États-Unis », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 3, 2002, p. 107-116.

- Chauviré (Yvan), « L'inscription spatiale des comportements et des pratiques », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 5, 1990, disponible sur <http://strates.revues.org/1463>, consulté le 29 juin 2011.
- Comaroff (Jean et John), « Réflexions sur la jeunesse, du passé à la postcolonie », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, p. 90-110.
- Gigla Garakcheme, « Le butin féminin de guerre comme stratégie d'humiliation et de dérision dans les monts Mandara (Nord-Cameroun), *Dynamiques internationales*, n° 5, 2011, disponible sur <http://www.dynamiques-internationales.com/wp-content/uploads/2011/07/DI5-Garakcheme-G.pdf>, consulté le 17 juillet 2011.
- Gigla Garakcheme, « L'Église et l'émancipation des peuples des monts Mandara : le cas de Tokombéré (1959-2001) », Rapport de Licence, Université de Ngaoundéré, 2001, 48 p. Grandjean (Pernette), Ladefroux (Raymonde) et Mathieu1(Nicole), « Conjuguer stratégie(s) et territoire(s) », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 5, 1990, disponible sur <http://strates.revues.org/1339>, consulté le 29 juin 2011.
- Kaplan (Robert), « The Coming Anarchy. How : How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of our Planet », *The Atlantic*, février 1994, disponible sur <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1994/02/the-coming-anarchy/4670/>, consulté le 24 juin 2011.
- Kini-Yen Fongot-Kini (A. V.), « The youth, the challenge of the new educational order and development alternatives », dans Yenshu Vubo (Emmanuel) [edited by], *Civil society and the search for development alternatives in Cameroon*, Dakar, CODESRIA, 2008, p. 206-217.
- Lajarge (Romain) et Moïse (Claudine), « néotoponymie, marqueur et référent dans la recomposition de territoires urbains en difficulté », *L'espace politique*, n° 5, 2008, disponible sur <http://espacepolitique.revues.org/index324.html>, consulté le 13 juillet 2011.
- Mamadou Diouf, « Citoyennetés et recomposition identitaires dans les villes ouest africaines », disponible sur <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Diouf.Doc>, consulté le 15 juillet 2009.
- Mathieu (Nicole), « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 9, 1997, disponible sur <http://strates.revues.org/612>, consulté le 14 juillet 2011.
- Mbembe (Achille), « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 103-121.
- Ngahan (T. Jules de R) et Mukama (Nicholas), « Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes : analyse critique et propositions », disponible sur http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/wpaysubmissions/cameroun_jh.pdf, consulté le 13 juillet 2011.
- Paveau (Marie-Anne), « Le toponyme, désignateur souple et organisateur mémoriel. L'exemple du nom de bataille », *Mots. Les langages du politique*, n° 86, 2008, p. 23-35.
- Saibou Issa et Mangmadi Ngouyoum, « Banditisme et contestation de l'ordre allogène au Nord-Cameroun », *Afrique et Histoire*, vol. 7, n° 1, 2009, p. 99-118.
- Sindjoun (Luc), « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique africaine*, n° 62, juin 1996, p. 57-67.
- Tshikala K. Biaya, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, p. 12-31.

Actes de colloques

Cina Gueye Ba, « Culture jeune et reconfiguration du lien social en Afrique : étude des représentations, pratiques et stratégies de jeunes issus de milieux populaires dans le contexte urbain dakarais », dans *Les nouvelles frontières de la recherche sur l'enfance et la jeunesse en Afrique*, Conférence internationale de Douala, CODESRIA, 25 et 26 août 2009, 27 p., disponible sur http://www.codesria.org/IMG/pdf/Cina_Gueye_Ba_Senegal.pdf, consulté le 29 juin 2011.

Gigla Garakchame, « Les tenancières des « circuits » et les « dada bil bil » tchadiennes dans la province de l'Extrême-Nord au Cameroun : entre stratégies d'adaptation et construction d'une citoyenneté « censitaire » transfrontalière », dans *Genre, migration et développement socioéconomique en Afrique*, Symposium sur le Genre, CODESRIA, Le Caire, 24-26 novembre 2010, disponible sur : http://www.codesria.org/IMG/pdf/GIGLA_GARAKCHEME.pdf, consulté le 16 juillet 2011.

Rapport

Rapport succinct sur le suivi des questions de population à l'échelle mondiale en 2001 : population, environnement et développement, disponible sur <http://www.undp.org/hdr2001/french/index.html>, consulté le 24 juin 2011.

NOTES

1. Robert Kaplan « The Coming Anarchy. How: How Scarcity, Crime, Overpopulation, Tribalism and Disease are Rapidly Destroying the Social Fabric of our Planet », *The Atlantic*, février 1994, disponible sur <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/1994/02/the-coming-anarchy/4670/>, consulté le 24 juin 2011.
2. Lire à ce sujet la contribution de Laurent Bazin et Monique Selim, « Regards sur l'anthropologie des banlieues en crise », *Journal des anthropologues*, n° 108-109, 2007, p. 239-245.
3. Se référer par exemple aux données des Nations Unies contenues dans le *Rapport succinct sur le suivi des questions de population à l'échelle mondiale en 2001 : population, environnement et développement*, disponible sur <http://www.undp.org/hdr2001/french/index.html>, consulté le 24 juin 2011. On peut y lire en effet : « L'urbanisation sera l'une des tendances démographiques les plus importantes du XXIe siècle. En fait, l'accroissement démographique prévu de 2000 à 2030 se produira presque pour l'essentiel dans les zones urbaines. L'accroissement sera particulièrement rapide dans les zones urbaines des régions moins développées, au rythme annuel moyen de 2,3 % de 2000 à 2030, chiffre compatible avec un doublement en 30 ans », p. 40.
4. « Croissance urbaine et pauvreté », disponible sur <http://www.vedura.fr/social/pauvrete/croissance-urbaine>, consulté le 29 juin 2011.
5. Le jeu des acteurs et les formes dans lesquelles ils déploient diverses stratégies y compris celles liées à la territorialité débouchent sur de véritables « stratégies territoriales », elles-mêmes recouvrant des pratiques et des logiques multiples. Voir Pernet Grandjean, Raymonde Ladefroux et Nicole Mathieu, « Conjuguer stratégie(s) et territoire(s) », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 5, 1990, disponible sur <http://strates.revues.org/1339>, consulté le 29 juin 2011.

6. Mamadou Diouf et René Collignon, « Les jeunes du Sud et le temps du monde : identités, conflits et adaptations », dans *Autrepart. Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés du Sud ?*, n° 18, Paris, Editions de l'Aube/IRD, 2001, p. 5.
7. Cina Gueye Ba, « Culture jeune et reconfiguration du lien social en Afrique : étude des représentations, pratiques et stratégies de jeunes issus de milieux populaires dans le contexte urbain dakarais », dans *Les nouvelles frontières de la recherche sur l'enfance et la jeunesse en Afrique*, Conférence internationale de Douala, CODESRIA, 25 et 26 août 2009, p. 1-27, disponible sur http://www.codesria.org/IMG/pdf/Cina_Gueye_Ba_Senegal.pdf, consulté le 29 juin 2011.
8. Yvan Chauviré, « L'inscription spatiale des comportements et des pratiques », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 5, 1990, disponible sur <http://strates.revues.org/1463>, consulté le 29 juin 2011.
9. Voir Gigla Garakchème, « L'Église et l'émancipation des peuples des monts Mandara : le cas de Tokombéré (1959-2001) », Rapport de Licence, Université de Ngaoundéré, 2001, p. 1-48.
10. Se référer par exemple à Bakary Traoré, « Toponymie et histoire dans l'ouest du Burkina Faso », *Journal des africanistes*, n° 77-1, 2007, p. 75-111.
11. Durant la colonisation, l'administration française a initié à partir des années 1930 sa politique de descente des montagnards dans les monts Mandara au pied desquels se trouve la ville de Tokombéré. Cette politique ayant connu des résultats limités, l'administration camerounaise qui lui a succédé la poursuit, recourant parfois à la force comme en 1963 et 1969 pour faire émigrer les montagnards.
12. Jean Boutrais, *La colonisation de la plaine par les montagnards au nord du Cameroun (monts Mandara)*, Paris, ORSTOM, 1973, p. 50-55.
13. Yves Urvoy, *Histoire de l'empire du Bornou*, Paris, Larose, 1949, p. 63 ; Christian Seignobos, « Mise en place du peuplement et répartition ethnique », *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, Édition de l'IRD, 2000, p. 46.
14. Ces expressions sont largement développées par Jean-Claude Froelich, *Les montagnards paléonigritiques*, Paris, Berger-Levrault, 1968, p. 53-54.
15. Jean Boutrais, « Le contact entre sociétés », dans *Le nord du Cameroun. Des hommes, une région*, Paris, ORSTOM, 1984, p. 265.
16. Bertrand Lembezat, *Les populations païennes du Nord-Cameroun et de l'Adamaoua*, Paris, Puf, 1961, p. 41.
17. Gigla Garakchème, « Le butin féminin de guerre comme stratégie d'humiliation et de dérision dans les monts Mandara (Nord-Cameroun) », *Dynamiques internationales*, n° 5, 2011, p. 3-5, disponible sur <http://www.dynamiques-internationales.com/publications/numero-5juillet-2011/>, consulté le 17 juillet 2007.
18. Dixon Denham et Hugh Clapperton, *Voyages et découvertes dans le Nord et dans les parties centrales de l'Afrique*, Paris, Arthus Bertrand, 1826, p. 302. L'auteur qui a conduit une mission d'exploration dans la région rapporte une conversation entre les Arabes de son cortège qui n'ont pas pu dissimuler leur envie de faire des captifs dans les montagnes.
19. Lire sur cette question Saïbou Issa et Mangmadi Ngouyoum, « Banditisme et contestation de l'ordre allogène au Nord-Cameroun », *Afrique et Histoire*, vol. 7, n° 1, 2009, p. 99-118.
20. André Tassou, « Evolution historique des villes du Nord-Cameroun (XIX^e- XX^e siècles) : des cités traditionnelles aux villes modernes. Les cas de Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Mokolo, Guider et Meiganga », Thèse de Doctorat/Ph.D. d'histoire, Université de Ngaoundéré, 2005, p. 1-328.
21. On pourra se référer utilement, en ce qui concerne la ville de Maroua, chef-lieu de la région dont dépend Tokombéré, à Christian Seignobos, « Maroua. Évolution historique », dans *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*, Paris, Éditions de l'IRD, 2000, p. 3-13.
22. Yves Plumey, *Mission Tchad-Cameroun. Documents, souvenirs, visages. L'annonce de l'évangile au Nord-Cameroun et au Mayo-Kebbi 1946-1986*, Lyon, Éditions oblates, 1990, p. 1-574.

23. L'œuvre sociale de l'Église à Tokombéré allant de la construction d'un hôpital de référence, des établissements scolaires du primaire et secondaire, la Maison du paysan aux programmes d'insertion socioprofessionnelle a fait l'objet d'une production appréciable à la mesure de son impact social. Voir Christian Aurenche, *Tokombéré au pays des grands prêtres. Religions africaines et évangile peuvent-ils inventer l'avenir ?*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 1-141 ; Grégoire Cador, *On l'appelait Baba Simon*, Yaoundé, PUCAC/Terres africaines, 2000, p. 1-254 ; Michel Fontaine, *Santé & culture en Afrique noire : une expérience au Nord-Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 1-319. Consulter également le site du projet Tokombéré : <http://www.tokombere-partenaires.org/B/B0303%20-%20Fondation.htm>
24. Le père Christian Aurenche succède à Mpecke Simon en 1975 et poursuit l'œuvre de son prédécesseur dans le même esprit que lui. Lire Christian Aurenche, *Sous l'arbre sacré. Prêtre et médecin au Nord-Cameroun*, Paris, Cerf, 1987, p. 1-168.
25. Il a d'ailleurs écrit un témoignage saisissant sur la vie de Baba Simon. Jean-Baptiste Baskouda, *Baba Simon, le père des Kirdis*, Paris, Cerf, 1988, p. 1-178.
26. Marie-Anne Paveau, « Le toponyme, désignateur souple et organisateur mémoriel. L'exemple du nom de bataille », *Mots. Les langages du politique*, n° 86, 2008, p. 23-35.
27. Grégoire Cador, *op. cit.*, p. 136. Cette hostilité s'est manifestée concrètement par des manœuvres vexatoires à l'endroit des premiers chrétiens dont la conversion était perçue comme une forme d'indocilité. Ainsi, la première chapelle encore en construction a été démolie par les sbires du chef local.
28. La paroisse saint Joseph de Tokombéré a accueilli le père Jean-Marc Ela, alors fervent défenseur de la théologie de la libération. Il aurait joué un rôle déterminant dans l'attribution de ces noms aux deux quartiers sus-mentionnés. Au-delà de la toponymie, la canonisation des martyrs ougandais le 18 octobre 1964 a amené de nombreux chrétiens de Tokombéré à adopter leurs noms ou à les attribuer à leurs enfants (Kisito et Lwanga notamment), témoignant d'un état d'esprit collectif et d'un contexte de lutte pour la reconnaissance.
29. Expression chère à l'école de Bordeaux autour de la problématique du « politique par le bas ». Achille Mbembe, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, p. 103-121.
30. Luc Sindjoun, « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique africaine*, n° 62, juin 1996, p. 57-67. L'auteur soutient que malgré la crise qui aurait pu entraîner sa dérégulation et son affaiblissement, l'État est parvenu au Cameroun à se maintenir comme acteur majeur du champ social et politique.
31. Touna Mama, *Crise économique et politique de déréglementation au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 1-263. L'auteur est critique de la manière dont les réformes économiques ont été menées au Cameroun suivant les prescriptions des institutions de Bretton Woods.
32. Thérèse Moulende Fouda, « Les mécanismes de financement en milieu rural camerounais. Une analyse des déterminants de la demande de services financiers des ménages », Thèse de Doctorat en Sciences économiques, Université de Versailles Saint-Quentin-en Yvelines, 2003, p. 69.
33. A. V. Kini-Yen Fongot-Kini, « The youth, the challenge of the new educational order and development alternatives », dans *Civil society and the search for development alternatives in Cameroon*, Dakar, CODESRIA, 2008, p. 206-208. Lire aussi Catherine Suzanne Ngefan, « Emploi et compressions budgétaires au Cameroun », *Afrique centrale. Crise économique et mécanismes de survie*, Dakar, CODESRIA, 2005, p. 39-49.
34. Ngahan T. Jules de R. et Nicholas Mukama, « Le Cameroun face au défi de la pauvreté et de l'emploi des jeunes : analyse critique et propositions », disponible sur http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/wpaysubmissions/cameroun_jh.pdf, consulté le 13 juillet 2011.
35. Sur les stratégies d'adaptation à la crise à l'échelle du pays, voir Georges Courade [sous la coordination de], *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala, 1994, p. 1-418.

36. Pour plus de détails, se référer à « Le projet Tokombéré », 2005, disponible sur <http://www.tokombere-partenaires.org/doc/0504-Projet-Tokombere.pdf>, consulté le 14 juillet 2011.
37. Voir la synthèse de Sophie Body-Gendrot, « Les recherches sur les « lieux sensibles » aux États-Unis », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 3, 2002, p. 107-116.
38. Nicole Mathieu, « Pour une nouvelle approche spatiale de l'exclusion sociale », *Strates. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, n° 9, 1997, disponible sur <http://strates.revues.org/612>, consulté le 14 juillet 2011.
39. Cédric Audebert, « Acteurs et enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques des grandes métropoles aux États-Unis : l'exemple de Miami », *L'Espace Politique*, n° 5, 2008, disponible sur <http://espacepolitique.revues.org/index257.html>, consulté le 14 juillet 2011.
40. Romain Lajarge et Claudine Moïse, « Néotoponymie, marqueur et référent dans la recomposition de territoires urbains en difficulté », *L'espace politique*, n° 5, 2008 disponible sur <http://espacepolitique.revues.org/index324.html>, consulté le 13 juillet 2011.
41. Lire au sujet des quartiers populaires et du *bil bil* dans la région Christian Seignobos, « Trente ans de bière de mil à Maroua. Du saré à bil bil au bistrot ? », dans *Ressources vivrières et choix alimentaires dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Éditions de l'IRD, 2005, p. 527-561 ; Gigla Garakchème, « Les tenancières des « circuits » et les « dada bil bil » tchadiennes dans la province de l'Extrême-Nord au Cameroun : entre stratégies d'adaptation et construction d'une citoyenneté « censitaire » transfrontalière », dans *Genre, migration et développement socioéconomique en Afrique*, Symposium sur le Genre, CODESRIA, Le Caire, 24-26 novembre 2010, p. 1-19, disponible sur http://www.codesria.org/IMG/pdf/GIGLA_GARAKCHEME.pdf, consulté le 16 juillet 2011.
42. Entretien avec Mardjou David, ancien directeur de la Maison du Paysan de Tokombéré, Mora, 07/05/2007. Il est intéressant de rappeler qu'en 1998, année où une disette s'est abattue sur l'arrondissement, les autorités ont eu du mal à interdire dans ce quartier la vente du bil bil.
43. Le phénomène des femmes chefs de famille dans les quartiers populaires en Afrique se banalise de plus en plus, amplifié d'ailleurs par la crise des années 1980 et 1990. Voir Jeanne Bisilliat [sous la direction de], *Femmes du Sud, chefs de famille*, Paris, Karthala, 1996, p. 1-413.
44. Cinéma de quartier qui propose des films d'action au prix réduit de 25 FCFA (environ 0,038 €).
45. Bailleau Francis, Pattegay Patrice, Fontaine Séverine et Menzel Abdel, « Configurations sociales et spatiales de deux quartiers « politique de la ville » contrastés. Éléments d'observation comparés », *Sociétés et jeunesse en difficulté*, n° 4, 2007, disponible sur <http://sejed.revues.org/index2033.html>, consulté le 17 juillet 2011.
46. Entretien avec Dagréga Emmanuel, Tokombéré, 12/01/2006.
47. Entretien avec Talba, Tokombéré, 17 février 2006.
48. Propos de Dassawan Agoula, Tokombéré, mars 2006.
49. Mamadou Diouf, « Citoyennetés et recomposition identitaires dans les villes ouest africaines », disponible sur <http://www.wilsoncenter.org/publication/citoyennetes-et-recompositions-identitaires-dans-les-villes-ouest-africaines> consulté le 15 juillet 2009.
50. Jean et John Comaroff, « Réflexions sur la jeunesse, du passé à la postcolonie », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, p. 110.
51. Tshikala K. Biaya, « Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine », *Politique africaine*, n° 80, décembre 2000, p. 29.

RÉSUMÉS

Cette contribution articule modes d'appropriation de l'espace et modes d'expression sociale voire politique en contexte de crise économique et sociale chez les jeunes de Tokombéré, petite ville du Nord-Cameroun. Les nouveaux noms attribués par les jeunes à leurs quartiers apparaissent dès lors comme des sites pertinents où s'énoncent des marqueurs territoriaux qui renseignent sur une nouvelle dynamique sociale. Autrement dit, il s'agit de déceler dans la néotoponymie des quartiers les modes obliques d'affirmation de soi et/ou d'adaptation en temps de crise.

Les résultats présentés s'appuient sur une enquête de terrain mêlant observation et entretiens menés entre novembre 2005 et mai 2006.

This contribution articulates on the modes of space appropriation and modes of social expression of youths in a social and economic crisis context in the small town of Tokombere in the North of Cameroon. The new names of quarters given by the youths are henceforth like pertinent sites with territorial marks showing a new social dynamics. In other words the goal is to bring out the oblique modes of affirmation of oneself or the adaptation in a period of crisis in the neotponymy of the quarters.

These results come from a field study that consisted of observation and discussions carried out between November 2005 and May 2006.

Este documento trata sobre modos de apropiación del espacio y modos de expresión social y hasta político en el contexto de la crisis económica y social que sufren los jóvenes de Tokombéré, una pequeña ciudad del norte de Camerún. Los nuevos nombres atribuidos por los jóvenes a sus barrios aparecen, desde ese momento, como sitios pertinentes donde se enuncian los marcadores territoriales que se circunscriben a una nueva dinámica social. En otras palabras, se trata de revelar, en la neotponimia de los barrios, los modos oblicuos de afirmación de sí mismo y/o de adaptación en épocas de crisis.

Los resultados presentados se basan en una encuesta realizada en el terreno que combina observación y entrevistas, y que se ha llevado a cabo entre noviembre de 2005 y mayo de 2006.

INDEX

Mots-clés : toponymie néotoponymie, modes d'appropriation de l'espace, crise, jeunes, Tokombéré

Keywords : toponymy/neotponymy, mode of space appropriation, crisis, youths

Palabras claves : toponimia/neotponimia, modos de apropiación del espacio, jóvenes

AUTEUR

GIGLA GARAKCHEME

Gigla Garakcheme est Assistant au département d'histoire de l'École normale supérieure de Maroua. Il s'intéresse à l'histoire de la domination et aux modes d'actions populaires.

Actuellement, il finalise une thèse de Doctorat/PhD avec le soutien du CODESRIA et de l'AUF sur les résistances à la colonisation dans les massifs septentrionaux du Cameroun (monts Mandara)
giglagarak@yahoo.fr